

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 4 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Bellin TP

5 rue de la Chaponnerie
86600 Lusignan

Références : 2026 669 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0007200968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 avril 2026 de la carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée par la société Bellin TP implanté lieu-dit « Les Minières » 86700 Valence-en-Poitou. L'inspection a été annoncée le 31 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bellin TP
- Lieu-dit « Les Minières » 86700 Valence-en-Poitou
- Code AIOT : 0007200968
- Régime : Autorisation

Historiquement autorisée en 1981, l'exploitation de cette carrière de calcaire à ciel ouvert est actuellement encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2007-D2B3-425 du 11 décembre 2007, complété par les arrêtés préfectoraux n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-178 du 6 juin 2016, n° 2017-DDPPAT/BE-185 du 15 novembre 2017 et n° 2024-DCPPAT/BE-114 en date du 24 mai 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Installations électriques	Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 2.10.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
14	Eaux rejetées	Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 3.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Garanties financières	Code de l'environnement du 8 juillet 2024, article R516-1
2	Gerep	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
3	Portée de l'autorisation	Arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2024, article 3
4	Profondeur de l'exploitation	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 11-1
5	Sécurité du public	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 13
6	Périmètre de l'exploitation	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 14-1
7	Plan d'exploitation	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 15
8	PGD	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
9	Période d'exploitation	Arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2024, article 6
11	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 2.10.8.2
12	Pollution de l'air	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 19.7
13	Remblayage	Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 4.3
15	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 11 décembre 2007, article 3.4.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport d'analyse des effluents en sortie du séparateur ainsi que le document formalisant la levée des observations suite à la vérification des installations électriques sont à nous transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08 juillet 2024, article R516-1
Thème : Garanties financières
Prescription contrôlée : Article R516-1 : « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] » 2° Les carrières ; [...] »

Article R516-2.V : « Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. [...] »
Constats : L'acte de cautionnement du 9 janvier 2024 expire 31 décembre 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gerep

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
Thème : Autorisation
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
Constats : La déclaration Gerep pour l'année 2025 a été réalisée 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2024, article 3
Thème(s) : Autorisation
Prescription contrôlée : « Production maximale annuelle : 800 000 t »
Constats : La production pour l'année 2025 est inférieure à la limite imposée par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Profondeur de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 11-1
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : « L'arrêté d'autorisation fixe l'épaisseur d'extraction maximal et les cotes minimales NGF d'extraction. »
Constats : L'inspection n'a pas observé de cotes en dessous de la cote autorisée sur le plan d'exploitation en date du 11 février 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du public
Prescription contrôlée : « Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins

d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. »
Constats : L'inspection a constaté la mise en place d'une clôture ou de haies en périphérie de l'exploitation. Le danger est signalé par des pancartes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Périmètre de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 14-1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. »
Constats : Le plan d'exploitation de la carrière consulté lors de l'inspection fait apparaître l'absence d'extraction dans la bande des 10 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : « Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »
Constats : L'exploitant dispose d'un plan mis à jour il y a moins d'un an et présentant l'ensemble des éléments susmentionnés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : « L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; <p>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; <p>en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'actualisation du plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisée en 2026. Ce plan de gestion comporte l'ensemble des éléments susmentionnés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Période d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitation est autorisée à poursuivre l'extraction vers le sud au droit des parcelles autorisées. L'exploitation et la remise en état se font sur cette zone conformément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux arrêtés préfectoraux susvisés encadrant l'activité - à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, et notamment son article 14 qui prévoit que « les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <p>L'annexe « Phasage 2023 » de l'arrêté du 6 juin 2016 susvisé est remplacée par l'annexe au présent arrêté »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'incohérence au regard du plan de phasage pré-cité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 2.10.76</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. [...] »
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle périodique des installations électriques, daté du 23 septembre 2025, faisant état de trois observations. Deux d'entre elles concernent les schémas ainsi que l'identification de l'ensemble des tableaux et coffrets d'alimentation. La troisième porte sur la présence de plusieurs conducteurs nus accessibles au toucher. L'exploitant indique que l'observation relative à la présence de conducteurs nus a été levée. Le compte rendu de vérification des installations électriques, établi conformément au référentiel APSAD D18 (« certificat Q18 ») et daté du 20 novembre 2025, a également été fourni. Il conclut que l'installation électrique n'entraîne pas de risque d'incendie et/ou d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un document formalisant la levée des observations suite à la vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 2.10.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation-entretien
Prescription contrôlée : « L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »
Constats : Le contrôle annuel des extincteurs a été réalisé en janvier 2026. L'exploitant a présenté le rapport de vérification en date du 5 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : « [...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...] »

Constats : Les rapports périodiques des quatre campagnes réalisées entre janvier et octobre 2025 ont été transmis. L'objectif à atteindre est une moyenne annuelle glissante de 500 mg/m ² /jour pour chacune des jauges installées aux points de type (b) du plan de surveillance. La moyenne annuelle, calculée sur la base des quatre campagnes pour le point de type (b) situé aux Grandes Brousses, est inférieure à 500 mg/m ² /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : « [...] La surveillance de la qualité des eaux souterraines fera l'objet d'un contrôle annuel qui devra comporter au minimum les analyses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH • potentiel d'oxydo-réduction • résistivité • métaux lourds totaux • fer • DCO ou COT • hydrocarbures totaux. [...] »
Constats : Une surveillance annuelle, incluant l'analyse des paramètres précités, est effectuée. Les résultats des prélèvements réalisés le 21 février 2025 ne suscitent aucune remarque de notre part.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions et des risques
Prescription contrôlée : « 1. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30° C ; • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872) ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). [...] Un contrôle des effluents est réalisé tous les ans. [...] »
Constats : Une analyse des effluents en sortie du séparateur a été réalisée le 24 avril 2026. L'exploitant indique qu'il est en attente du rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous transmettre les analyses des effluents en sortie du séparateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibration
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.
Constats : L'entreprise a porté à la connaissance de l'inspection le suivi des mesures sismiques pour l'année 2025. Ce suivi montre que les niveaux de vibrations enregistrés sont compatibles avec les seuils admissibles. Les mesures effectuées indiquent que les tirs de mines n'ont pas engendré de vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s, mesurées selon les trois axes. En effet, sur l'ensemble des axes mesurés (radial, transversal et vertical), la valeur maximale enregistrée s'élève à 2,43 mm/s lors du tir du 26 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite